

Après les examens, le bulletin des commissaires

● Les auditions des commissaires désignés devant le Parlement européen se sont clôturées, ce mardi.

● Le Néerlandais Frans Timmermans, premier vice-président, a fait forte impression.

● Mais plusieurs cas problématiques vont obliger le président Jean-Claude Juncker à revoir sa copie.

Bilan Gilles Toussaint
et Olivier le Bussy

Et le mardi soir, les auditions des commissaires désignés devant le Parlement européen prirent fin, laissant examinés, examinateurs (et observateurs) épuisés... Au terme des vingt-huit auditions, étalées sur six jours (et approximativement) 84 heures de questions/réponses, "La Libre" revient sur les temps forts, les anecdotes et les enseignements à tirer de ce processus démocratique peu banal.

1 Vous pouvez répéter la réponse ? Il y a souvent eu de l'écho pendant les auditions, les eurodéputés ayant tendance à répéter les mêmes questions, parce que la réponse était insuffisante, ou par acharnement. Hit-parade des questions les plus posées : "Qui nous dit que vous ne serez pas le cheval de Troie de la City ?" (à Lord Hill); "Quel était votre rôle dans la définition des lois hongroises ?" (à Navracscics); "Comment un braconnier budgétaire français pourrait-il se muer en garde-chasse ?" (à Moscovici); "Quels sont vos liens avec l'industrie pétrolière ?" (à Cañete); "Comment va s'élaborer la coopération entre les vice-présidents et les commissaires ?" (à tout le monde).

2 Les commissaires désignés restent sur des sentiers balisés. "Je vous remercie pour cette question"... à laquelle je ne répondrai qu'à moitié. Pour l'essentiel, les commissaires désignés sont restés prudents, voire prudentissimes, lors des auditions. "Juncker leur avait demandé de ne pas trop s'avancer, ni de faire des promesses qu'ils ne pourraient pas tenir", glisse une source du Parti populaire européen (PPE). Pour l'essentiel, on retiendra a) qu'il faut insuffler une dynamique sociale dans les politiques européennes; b) qu'il faut retrouver le chemin de la croissance pour développer l'emploi; c) qu'on ne sait pas trop comment s'articulera la répartition

des tâches dans l'équipe, mais qu'elle travaillera de façon super-collégiale.

3 Les bons élèves. Dernier à se présenter devant le Parlement, le Néerlandais Frans Timmermans, premier vice-

président de la Commission, a fait forte impression mardi. Parce qu'il s'est exprimé, avec fluidité, en cinq langues. Mais surtout qu'il a délivré un discours passionné d'europhile vacciné au pragmatisme. Et qu'il entend que l'Union légifère moins, mais mieux, tout en se posant en gardien des droits fondamentaux. Si sa prestation était convaincante, c'est aussi, tempère un insider, parce qu'"il n'a pas dû répondre à des questions trop techniques".

Dans la catégorie "bons élèves", on trouve aussi la Danoise Margarethe Vestager (Concurrence), qui a pris soin de venir à son audition avec une boîte de chocolats – "une fusion lourde entre la réglisse et le chocolat noir". De même que l'Estonien Andrus Ansip, vice-président en charge du Marché économique numérique. Sans oublier onze Marienne Thyssen, commissaire désignée à l'Emploi, aux Affaires sociales, aux Compétences et à la Mobilité professionnelle, reçue avec mention très bien.

4 Dérapages incontrôlés... L'Allemand Günther Oettinger reste un expert des déclarations intempêtes. Sa réponse à une question sur le piratage informatique – "si une star est assez stupide pour faire une photo d'elle nue et l'envoyer sur le Web, elle ne peut pas attendre de nous qu'on la protège" – entretient le doute sur le fait qu'il maîtrise toutes les subtilités du portefeuille Economie numérique et Société.

Autre couac, politique celui-là. Dans les réponses écrites rendues préalablement à son audition, la future commissaire au Commerce Cecilia Malmström précisait que le "Mécanisme de résolution des différends entre investisseurs et Etat" ne serait pas inclus dans le traité UE- Etats-Unis. Le problème est que, personnellement, la

libérale suédoise estime qu'il est possible d'établir un système de tribunaux privés qui évite les abus. La précision a été insérée à l'insu de la commissaire par le chef de cabinet de M. Juncker. M^{me} Malmström a corrigé le tir en audition. En fulminant..

5 Les cas à problème. Pour la Slovène Alenka Bratusek, les carottes semblent cuites. Sa prestation calamiteuse lors de son audition, lundi, a en effet fait l'unanimité... contre elle. Si on ajoute que

le gouvernement slovène serait ravi de remplacer la Première ministre démissionnaire, très critiquée pour s'être autopromue commissaire, on aura compris qu'elle est à ranger dans les cas désespérés.

En nommant un Hongrois, en charge de la Citoyenneté, M. Juncker a joué avec le feu. "Candidat à abattre", Tibor Navracscics n'a pas convaincu de la sincérité de son repentir face aux dérives antidémocratiques du gouvernement Orban, dont il a fait partie, mais il a affiché une certaine stature politique. Il devrait rester à bord, avec un portefeuille allégé.

Beaucoup de charme, trop peu de substance, avaient conclu les eurodéputés au terme de la première audition du Britannique Jonathan Hill, en charge des Services financiers et de l'Union des capitaux. Lord Hill a dû s'acquitter d'un devoir écrit et se représenter devant le Parlement mardi. "On voit que vous avez pris l'exercice au sérieux", l'a félicité la Française Sylvie Goulard. "C'était meilleur", confirme un socialiste, "il devrait passer".

Et puis il y a le cas épineux des siamois Miguel Arias Cañete et Pierre Moscovici (voir point suivant).

6 La grande coalition sur des charbons ardents. Le conservateur espagnol a été cuisiné lors de son audition sur ses liens passés avec l'industrie pétrolière et avec ce beau-frère auquel on le soupçonne d'avoir revendu ses actions. Pour

assurer le maintien de “son” commissaire au Climat et à l’Energie, le Parti populaire européen a pris en otage le socialiste français Pierre Moscovici, en charge des Affaires économiques et financières. Menaçant, d’abord, de le soumettre à une deuxième audition, avant de se contenter

de questions écrites. Bien que différents, les deux cas ont été traités en parallèle, la gauche et la droite se menaçant mutuellement de représailles. Le président Juncker et celui du Parlement européen Martin Schulz, ont joué les médiateurs avec les

chefs du groupe politique PPE, Manfred Weber, et son homologue S&D, Gianni Pittella. Au final, tant M. Moscovici que M. Cañete (peut-être avec un portefeuille modifié pour ce dernier) devraient être maintenus. Tout ça pour ça...

“Je vous remercie pour cette question.”

LES COMMISSAIRES DESIGNÉS

La politesse permet aussi à l’interrogé de bénéficier d’un temps de réflexion avant de répondre. Le Finlandais Katainen, vice-président en charge de l’Emploi, de la Croissance, l’Investissement et la Compétitivité, a même poussé le bouchon plus loin, en répétant quasi systématiquement la question qui lui était posée. A la longue, ça peut agacer.

1 238

QUESTIONS

Si l’on compte bien, c’est le nombre de questions orales qui auront été adressées par les eurodéputés aux commissaires désignés.

“Moscovici est le fusible si Cañete tombe.”

LE PPE

“Si Moscovici tombe, la Commission tombe.”

GIANNI PITTELLA

Chef du groupe social-démocrate.

Et maintenant, Jean-Claude ?

En proposant une série de commissaires à contre-emploi et donc fortement sujets à contestation, Jean-Claude Juncker a-t-il joué avec le feu ? Les lectures divergent. Pour certains, il a sous-estimé les rivalités au sein de “l’union sacrée” – entre conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux – qui a soutenu sa nomination. Pour d’autres, le Luxembourgeois a au contraire agi en toute connaissance de cause en accédant aux demandes des Etats membres qui revendiquaient certains postes.

Fort bien, mais on fait quoi maintenant ? Vu la tournure prise par les auditions, les tractations ont déjà débuté entre les familles politiques du Parlement européen, mais aussi entre ces dernières et le successeur de José Manuel Barroso. Si Juncker souhaite ne pas toucher à son équipe, il serait néanmoins prêt à des ajustements. Le Hongrois Tibor Navracsics pourrait ainsi conserver les compétences en matière de Jeunesse, d’Education et de Culture, mais il se verrait enlever la Citoyenneté – qui pourrait alors échoir au Grec Avramopoulos, en charge de l’Immigration. De son côté, Miguel Arias Cañete dispose d’une assurance tous risques.

Le sort du conservateur espagnol est en effet lié à celui du socialiste français Moscovici. Si l’un tombe, l’autre suit. Cañete restera donc probablement dans l’équipe Juncker, mais il pourrait voir son job limité à l’Energie. Reste à savoir ce qu’il adviendrait alors de la politique climatique. Selon l’Agence France-Presse, le nouveau boss du Berlaymont serait également prêt à placer M. Cañete “sous la tutelle d’un vice-président socialiste”.

Pour la Slovène Alenka Bratusek, c’est par contre mal engagé. Il est très clair qu’elle n’aura pas le portefeuille de l’Union énergétique ni la vice-présidence de la Commission qui l’accompagne. Et il n’est même pas certain que son maintien au sein de la Commission passe la rampe. Dans cette hypothèse, elle pourrait être remplacée par un ou une candidat(e) issu(e) des rangs du PPE ou des socialistes, au grand dam des libéraux. La piste de la députée sociale-démocrate Tanja Fajon est évoquée, mais elle ne serait pas le premier choix du gouvernement slovène. Poste pour poste ? Ce n’est pas garanti, un remaniement plus vaste des portefeuilles n’étant pas forcément un scénario inimaginable. “Tout le monde ne pourra pas en sortir vainqueur, il y aura d’office des perdants”, constate un habitué des coulisses européennes.

OleB et G.T.